

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3764

[2009/205129]

**29 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant plusieurs arrêtés dans le domaine zootechnique**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, en particulier son article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine, modifié par les arrêtés royaux des 9 mars 1974, 12 janvier 1984, 18 mars 1988, 9 décembre 1992, 13 juillet 2001 et 12 novembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1992 relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins, modifié par les arrêtés royaux des 11 janvier 1993 et 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1995 et 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 9 avril 2009, dont le rapport a été approuvé le 28 avril 2009;

Vu l'avis n° 46.726/VR du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la Directive n° 2008/73/CE du Conseil du 15 juillet 2008 simplifiant les procédures d'établissement des listes et de publication de l'information dans les domaines vétérinaire et zootechnique et modifiant les Directives 64/432/CEE, 77/504/CEE, 88/407/CEE, 88/661/CEE, 89/361/CEE, 89/556/CEE, 90/426/CEE, 90/427/CEE, 90/428/CEE, 90/429/CEE, 90/539/CEE, 91/68/CEE, 91/496/CEE, 92/35/CEE, 92/65/CEE, 92/66/CEE, 92/119/CEE, 94/28/CE, 2000/75/CE, la Décision 2000/258/CE et les Directives 2001/89/CE, 2002/60/CE et 2005/94/CE, implique des modifications d'arrêtés royaux de compétence régionale et doit être transposée par les Etats membres au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2010;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la Directive n° 2008/73/CE du Conseil du 15 juillet 2008 simplifiant les procédures d'établissement des listes et de publication de l'information dans les domaines vétérinaire et zootechnique et modifiant les Directives 64/432/CEE, 77/504/CEE, 88/407/CEE, 88/661/CEE, 89/361/CEE, 89/556/CEE, 90/426/CEE, 90/427/CEE, 90/428/CEE, 90/429/CEE, 90/539/CEE, 91/68/CEE, 91/496/CEE, 92/35/CEE, 92/65/CEE, 92/66/CEE, 92/119/CEE, 94/28/CE, 2000/75/CE, la Décision 2000/258/CE et les Directives 2001/89/CE, 2002/60/CE et 2005/94/CE.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine, il est inséré un deuxième alinéa dans l'article 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

"Pour l'application du présent arrêté, on entend par "le Ministre de l'Agriculture" : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions."

§ 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 39bis rédigé comme suit :

"Art. 39bis. Le Ministre de l'Agriculture, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, dresse et tient à jour la liste des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, point b), de la Directive n° 77/504/CEE du Conseil du 25 juillet 1977 concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure, reconnus officiellement aux fins de la création ou de la tenue des livres généalogiques et communique celle-ci aux autres Etats membres et au public; ces opérations se font selon les modalités arrêtées, le cas échéant, par le comité zootechnique permanent institué par la Décision 77/505/CEE du 25 juillet 1977."

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'arrêté royal du 2 septembre 1992 relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins, le texte de l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par le texte suivant :

"2<sup>o</sup> le Service de l'Elevage : la Direction de la Qualité, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;"

§ 2. Dans l'article 6 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

§ 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

"Art. 7/1. Le Ministre, ou le fonctionnaire dirigeant du Service de l'Elevage qu'il délègue à cette fin, dresse et tient à jour :

1. la liste des associations d'éleveurs agréées en vertu de l'article 5, 1<sup>o</sup>, et
2. la liste des associations d'éleveurs, organisations d'élevage ou entreprises privées agréées en vertu de l'article 5, 2<sup>o</sup>.

Le Ministre ou son délégué communique ces listes aux autres Etats membres et au public; ces opérations se font selon les modalités arrêtées, le cas échéant, par le comité zootechnique permanent institué par la Décision 77/505/CEE du 25 juillet 1977."

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'arrêté royal du 20 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine, le texte de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième tiret, est remplacé par le texte suivant :

"- le Service de l'Elevage : la Direction de la Qualité, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie"

§ 2. Dans le même arrêté, l'article 5 est remplacé par le texte suivant :

"Art. 5. Le Ministre, ou le fonctionnaire dirigeant du Service de l'Elevage qu'il délègue à cette fin, dresse et tient à jour la liste des organisations ou associations d'éleveurs agréées en vertu de l'article 2, et communique celle-ci aux autres Etats membres et au public; ces opérations se font selon les modalités arrêtées, le cas échéant, par le comité zootechnique permanent institué par la Décision 77/505/CEE du 25 juillet 1977."

Le Ministre informe également la Commission des Communautés européennes des refus opposés sur la base de l'article 3."

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés, le texte de l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par le texte suivant :

"2<sup>o</sup> le Service (de l'Élevage) : la Direction de la Qualité, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;"

§ 2. Dans le même arrêté, le texte suivant est inséré à la fin de l'article 1<sup>er</sup> :

"14<sup>o</sup> la Directive n° 2008/73/CE : la Directive n° 2008/73/CE du Conseil du 15 juillet 2008 simplifiant les procédures d'établissement des listes et de publication de l'information dans les domaines vétérinaire et zootechnique et modifiant les Directives 64/432/CEE, 77/504/CEE, 88/407/CEE, 88/661/CEE, 89/361/CEE, 89/556/CEE, 90/426/CEE, 90/427/CEE, 90/428/CEE, 90/429/CEE, 90/539/CEE, 91/68/CEE, 91/496/CEE, 92/35/CEE, 92/65/CEE, 92/66/CEE, 92/119/CEE, 94/28/CE, 2000/75/CE, la Décision 2000/258/CE et les Directives 2001/89/CE, 2002/60/CE et 2005/94/CE."

§ 3. Dans l'article 4 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

§ 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

"Art. 4/1. En vertu de l'article 5 de la Directive n° 90/427/CEE du Conseil du 26 juin 1990 relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intracommunautaires d'équidés, modifiée par la Directive n° 2008/73/CE, le Ministre, ou le fonctionnaire dirigeant du Service qu'il délègue à cette fin, dresse et tient à jour la liste des organismes tenant ou créant des livres généalogiques visés à l'article 3, 1<sup>o</sup>, et communique celle-ci aux autres Etats membres et au public; ces opérations se font selon les modalités arrêtées, le cas échéant, par le comité zootechnique permanent institué par la Décision 77/505/CEE du 25 juillet 1977."

§ 5. Dans l'article 24 du même arrêté :

1<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"§ 2. Toutefois, les obligations visées à l'article 23 ne portent pas préjudice à l'organisation de :

a) concours réservés aux équidés inscrits dans un livre généalogique déterminé, afin de permettre une amélioration de la race;

b) concours régionaux à des fins de sélection des équidés;

c) manifestations à caractère historique ou traditionnel.

Tout organisateur de concours communiquera en début de chaque année, la liste de ces épreuves dérogatoires à l'organisme de coordination;"

2<sup>o</sup> un troisième paragraphe est inséré dont le texte est rédigé comme suit :

"§ 3. Le Ministre, ou le fonctionnaire dirigeant du Service qu'il délègue à cette fin, informe au préalable les autres États membres et le public de son intention de recourir aux dispositions prévues à l'article 24, paragraphe 2, du présent arrêté et indique les raisons de cette démarche."

§ 6. L'article 35 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

"Art. 35. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut réserver pour chaque concours ou type de concours, par l'intermédiaire de l'organisme de coordination, un maximum de 20 % des gains ou profits visés au § 1<sup>er</sup>, point C, de l'article 24, à la sauvegarde, la promotion et l'amélioration de l'élevage.

§ 2. Le Ministre, ou le fonctionnaire dirigeant du Service qu'il délègue à cette fin, communique aux autres Etats membres et au public les critères pour la distribution de ces fonds."

**Art. 6.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 octobre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics,  
de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3764

[2009/205129]

#### 29. OKTOBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung mehrerer Erlasse im Tierzuchtbereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1956 über die Verbesserung der in der Landwirtschaft genutzten Haustierrassen, insbesondere seines Artikels 1, 5<sup>o</sup>;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. September 1971 über die Verbesserung der Rinderarten, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 9. März 1974, vom 12. Januar 1984, vom 18. März 1988, vom 9. Dezember 1992, vom 13. Juli 2001 und vom 12. November 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. September 1992 über die Verbesserung der Zuchtschweine, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 11. Januar 1993 und vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Oktober 1992 über die Verbesserung der Schafs- und Ziegenrassen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 9. Januar 1995 und vom 20. Juli 2000;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1992 über die Verbesserung der Equiden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 9. April 2009, deren Bericht am 28. April 2009 genehmigt worden ist;

Aufgrund des am 23. Juni 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 46.726/VR;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2008/73/EG zur Vereinfachung der Verfahren für das Auflisten und die Veröffentlichung von Informationen im Veterinär- und Tierzuchtbereich und zur Abänderung der Richtlinien 64/432/EWG, 77/504/EWG, 88/407/EWG, 88/661/EWG, 89/361/EWG, 89/556/EWG, 90/426/EWG,

90/427/EWG, 90/428/EWG, 90/429/EWG, 90/539/EWG, 91/68/EWG, 91/496/EWG, 92/35/EWG, 92/65/EWG, 92/66/EWG, 92/119/EWG, 94/28/EG, 2000/75/EG, der Entscheidung 2000/258/EG und der Richtlinien 2001/89/EG, 2002/60/EG und 2005/94/EG Abänderungen von unter die regionale Zuständigkeit fallenden Königlichen Erlassen voraussetzt und durch die Mitgliedstaaten spätestens am 1. Januar 2010 umgesetzt werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient der Umsetzung der Richtlinie 2008/73/EG des Rates vom 15. Juli 2008 zur Vereinfachung der Verfahren für das Auflisten und die Veröffentlichung von Informationen im Veterinär- und Tierzuchtbereich und zur Abänderung der Richtlinien 64/432/EWG, 77/504/EWG, 88/407/EWG, 88/661/EWG, 89/361/EWG, 89/556/EWG, 90/426/EWG, 90/427/EWG, 90/428/EWG, 90/429/EWG, 90/539/EWG, 91/68/EWG, 91/496/EWG, 92/35/EWG, 92/65/EWG, 92/66/EWG, 92/119/EWG, 94/28/EG, 2000/75/EG, der Entscheidung 2000/258/EG und der Richtlinien 2001/89/EG, 2002/60/EG und 2005/94/EG.

**Art. 2 - § 1.** In den Königlichen Erlass vom 23. September 1971 über die Verbesserung der Rinderarten wird in Artikel 1 ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als „Minister der Landwirtschaft“: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.“

§ 2. In denselben Erlass wird ein Artikel 39*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 39*bis* - Der Minister der Landwirtschaft oder der Beamte, den er zu diesem Zweck bevollmächtigt, erstellt die Liste der Einrichtungen, die in Artikel 1, Punkt b), der Richtlinie 77/504/EWG des Rates vom 25. Juli 1977 über reinrassige Zuchtrinder erwähnt sind und die für die Schaffung und die Führung der Stammbücher amtlich zugelassen sind, hält diese Liste auf dem aktuellen Stand und übermittelt diese an die übrigen Mitgliedstaaten und an die Öffentlichkeit; diese Maßnahmen werden nach den Modalitäten, die ggf. durch den durch die Entscheidung 77/505/EWG vom 25. Juli 1977 eingerichteten ständigen Tierzuchtausschuss festgelegt werden, vorgenommen.“

**Art. 3 - § 1.** In den Königlichen Erlass vom 2. September 1992 über die Verbesserung der Rinderarten wird der Wortlaut von Artikel 1, 2° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„2° Dienststelle für die Zucht: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;“

§ 2. In Artikel 6 desselben Erlasses wird Absatz 2 aufgehoben.

§ 3. In denselben Erlass wird ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 7/1 - Der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle für die Zucht, den er zu diesem Zweck bevollmächtigt, erstellt und hält Folgendes auf dem aktuellen Stand:

1. die Liste der kraft des Artikels 5, 1° zugelassenen Züchtervereinigungen und
2. die Liste der Züchtervereinigungen, Zuchtorganisationen oder privaten Unternehmen, die kraft des Artikels 5, 2° zugelassen sind.

Der Minister oder sein Bevollmächtigter übermittelt diese Listen den übrigen Mitgliedstaaten und der Öffentlichkeit; diese Maßnahmen werden nach den Modalitäten, die ggf. durch den durch die Entscheidung 77/505/EWG vom 25. Juli 1977 eingerichteten ständigen Tierzuchtausschuss festgelegt werden, vorgenommen.“

**Art. 4 - § 1.** In dem Königlichen Erlass vom 20. Oktober 1992 über die Verbesserung der Schafe und Ziegen wird der Wortlaut von Artikel 1, zweiter Gedankenstrich, durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“- Dienststelle für die Zucht: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“.

§ 2. In demselben Erlass wird Artikel 5 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 5 - Der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle für die Zucht, den er zu diesem Zweck bevollmächtigt, erstellt und hält auf dem aktuellen Stand die Liste der kraft des Artikels 2 zugelassenen Organisationen und Vereinigungen von Züchtern und übermittelt diese Listen den übrigen Mitgliedstaaten und der Öffentlichkeit; diese Maßnahmen werden nach den Modalitäten, die ggf. durch den durch die Entscheidung 77/505/EWG vom 25. Juli 1977 eingerichteten ständigen Tierzuchtausschuss festgelegt werden, vorgenommen.“

Der Minister informiert ebenfalls die Kommission der Europäischen Gemeinschaften über die kraft des Artikels 3 erteilten Absagen.“

**Art. 5 - § 1.** In dem Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1992 über die Verbesserung der Equiden wird der Wortlaut von Artikel 1, 2° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„2° die Dienststelle (für die Zucht): die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;“.

§ 2. In demselben Erlass wird der folgende Wortlaut am Ende des ersten Artikels eingefügt:

„14° die Richtlinie 2008/73 EG: die Richtlinie 2008/73/EG des Rates vom 15. Juli 2008 zur Vereinfachung der Verfahren für das Auflisten und die Veröffentlichung von Informationen im Veterinär- und Tierzuchtbereich und zur Abänderung der Richtlinien 64/432/EWG, 77/504/EWG, 88/407/EWG, 88/661/EWG, 89/361/EWG, 89/556/EWG, 90/426/EWG, 90/427/EWG, 90/428/EWG, 90/429/EWG, 90/539/EWG, 91/68/EWG, 91/496/EWG, 92/35/EWG, 92/65/EWG, 92/66/EWG, 92/119/EWG, 94/28/EG, 2000/75/EG, der Entscheidung 2000/258/EG und der Richtlinien 2001/89/EG, 2002/60/EG und 2005/94/EG.“

§ 3. In Artikel 4 desselben Erlasses wird Paragraph 3 aufgehoben.

§ 4. In denselben Erlass wird ein Artikel 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 4/1 - Kraft des Artikels 5 der Richtlinie 90/427/EWG des Rates vom 26. Juni 1990 zur Festlegung der tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für den innergemeinschaftlichen Handel mit Equiden, abgeändert durch die Richtlinie 2008/73/EG, erstellt der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle, den er zu diesem Zweck bevollmächtigt, die Liste der Einrichtungen, die in Artikel 3, 1° erwähnten Zuchtbücher führen oder erstellen, hält diese Liste auf dem aktuellen Stand und übermittelt sie den übrigen Mitgliedstaaten und der Öffentlichkeit; diese Maßnahmen werden nach den Modalitäten, die ggf. durch den durch die Entscheidung 77/505/EWG vom 25. Juli 1977 eingerichteten ständigen Tierzuchtausschuss festgelegt werden, vorgenommen.“

§ 5. In Artikel 24 desselben Erlasses:

1° wird Paragraph 2 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“§ 2. Jedoch bleibt die Durchführung nachstehender Veranstaltungen von den Bestimmungen des Artikels 23 unberührt:

a) Veranstaltungen mit in einem bestimmten Zuchtbuch eingeschriebenen Equiden zwecks Verbesserung der Rasse;

b) regionale Veranstaltungen zur Auswahl von Equiden;

c) Veranstaltungen mit historischem bzw. traditionellem Charakter.

Jeder Veranstalter teilt am Anfang jedes Jahres dieser Koordinationseinrichtung die Liste dieser abweichenden Wettkämpfe mit.”;

2° ein dritter Paragraph wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3. Der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle, den er zu diesem Zweck bevollmächtigt, setzt die übrigen Mitgliedstaaten und die Öffentlichkeit vorher über seine Absicht, von den in Artikel 24, § 2 vorgesehenen Bestimmungen Gebrauch zu machen, und die Begründung dafür in Kenntnis.”

§ 6. Artikel 35 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. 35 - § 1. Der Minister kann für jede Veranstaltung oder Veranstaltungsart über die Koordinationseinrichtung maximal 20% der in § 1, Punkt C von Artikel 24 erwähnten Einkünfte oder Gewinne für den Schutz, die Förderung und die Verbesserung der Zucht einbehalten.

§ 2. Der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle, den er zu diesem Zweck bevollmächtigt, teilt den übrigen Mitgliedstaaten und der Öffentlichkeit die Kriterien für die Verteilung dieser Mittel mit.”

**Art. 6 -** Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Oktober 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten,

Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

B. LUTGEN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3764

[2009/205129]

#### 29 OKTOBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten op zoötechnisch gebied

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, inzonderheid op artikel 1, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van runderrassen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 1974, 12 januari 1984, 18 maart 1988, 9 december 1992, 13 juli 2001 en 12 november 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1992 betreffende de verbetering van de fokvarkens, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 januari 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 betreffende de verbetering van de schapen- en geitenrassen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1995 en 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid, d.d. 9 april 2009, waarvan het verslag werd goedgekeurd op 28 april 2009;

Gelet op het advies nr. 46.726/VR van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat Richtlijn nr. 2008/73/EG van de Raad van 15 juli 2008 tot vereenvoudiging van de procedures voor het opstellen en publiceren van lijsten met informatie op veterinaire en zoötechnisch gebied en tot wijziging van de Richtlijnen 64/432/EEG, 77/504/EEG, 88/407/EEG, 88/661/EEG, 89/361/EEG, 89/556/EEG, 90/426/EEG, 90/427/EEG, 90/428/EEG, 90/429/EEG, 90/539/EEG, 91/68/EEG, 91/496/EEG, 92/35/EEG, 92/65/EEG, 92/66/EEG, 92/119/EEG, 94/28/EG, 2000/75/EG, de Beslissing 2000/258/EG en de Richtlijnen 2001/89/EG, 2002/60/EG en 2005/94/EG inhoudt dat wijzigingen aangebracht moeten worden in koninklijke besluiten met gewestelijke bevoegdheid en uiterlijk 1 januari 2010 door de lidstaten omgezet moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn nr. 2008/73/EG van de Raad van 15 juli 2008 tot vereenvoudiging van de procedures voor het opstellen en publiceren van lijsten met informatie op veterinaire en zoötechnisch gebied en tot wijziging van de Richtlijnen 64/432/EEG, 77/504/EEG, 88/407/EEG, 88/661/EEG, 89/361/EEG, 89/556/EEG, 90/426/EEG, 90/427/EEG, 90/428/EEG, 90/429/EEG, 90/539/EEG, 91/68/EEG, 91/496/EEG, 92/35/EEG, 92/65/EEG, 92/66/EEG, 92/119/EEG, 94/28/EG, 2000/75/EG, de Beslissing 2000/258/EG en de Richtlijnen 2001/89/EG, 2002/60/EG en 2005/94/EG wordt bij dit besluit omgezet.

**Art. 2.** § 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van runderrassen wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder “de Minister van Landbouw” : “de Minister die voor Landbouw bevoegd is.”

§ 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 39bis. De Minister van Landbouw, of de ambtenaar die hij daartoe afvaardigt, maakt en houdt de lijst bij van de instellingen bedoeld in artikel 1, punt b), van Richtlijn nr. 77/504/EEG van de Raad van 25 juli 1977 betreffende rasechte fokrunderen, officieel erkend voor het opmaken of het bijhouden van de stamboeken, en legt ze ter inzage van de overige lidstaten en van het publiek; dit geschiedt met inachtneming van de modaliteiten die, desgevallend, bepaald worden door het permanent zoötechnisch comité ingesteld bij de Beslissing 77/505/EEG van 25 juli 1977."

**Art. 3.** § 1. In het koninklijk besluit van 2 september 1992 betreffende de verbetering van de fokvarkens wordt de tekst van artikel 1, 2, vervangen als volgt :

"2° de Veeteeltdienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;"

§ 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

§ 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 7/1. De Minister, of de leidend ambtenaar van de Veeteeltdienst die hij daartoe afvaardigt, maakt en houdt een lijst bij van :

1. de erkende fokkersverenigingen, krachtens artikel 5, 1°, en
2. van de erkende fokkersverenigingen, veeteeltorganisaties of erkend private bedrijven, krachtens artikel 5, 2°.

De Minister of zijn afgevaardigde legt die lijsten ter inzage van de overige lidstaten en van het publiek; dit geschiedt met inachtneming van de modaliteiten die, desgevallend, bepaald worden door het permanent zoötechnisch comité ingesteld bij de Beslissing 77/505/EEG van 25 juli 1977."

**Art. 4.** § 1. In het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 betreffende de verbetering van de schapen- en geitenrassen wordt de tekst van artikel 1 vervangen als volgt :

"- de Veeteeltdienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;"

§ 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. De Minister, of zijn afgevaardigde van de Veeteeltdienst die hij daartoe afvaardigt, maakt en houdt een lijst bij van de krachtens artikel 2 erkende fokkersorganisaties of -verenigingen en legt die ter inzage van de overige lidstaten en van het publiek; dit geschiedt met inachtneming van de modaliteiten die, desgevallend, bepaald worden door het permanent zoötechnisch comité ingesteld bij de Beslissing 77/505/EEG van 25 juli 1977."

De Minister geeft de Commissie van de Europese Gemeenschappen kennis van de weigeringen aangevoerd op basis van artikel 3."

**Art. 5.** § 1. In het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen wordt de tekst van artikel 1, 2°, vervangen als volgt :

"2° de (Veeteelt)dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;"

§ 2. In hetzelfde besluit wordt aan het eind van artikel 1 de volgende tekst ingevoegd :

"14° Richtlijn nr. 2008/73/EG : Richtlijn nr. 2008/73/EG van de Raad van 15 juli 2008 tot vereenvoudiging van de procedures voor het opstellen en publiceren van lijsten met informatie op veterinair en zoötechnisch gebied en tot wijziging van de Richtlijnen 64/432/EEG, 77/504/EEG, 88/407/EEG, 88/661/EEG, 89/361/EEG, 89/556/EEG, 90/426/EEG, 90/427/EEG, 90/428/EEG, 90/429/EEG, 90/539/EEG, 91/68/EEG, 91/496/EEG, 92/35/EEG, 92/65/EEG, 92/66/EEG, 92/119/EEG, 94/28/EG, 2000/75/EG, de Beslissing 2000/258/EG en de Richtlijnen 2001/89/EG, 2002/60/EG en 2005/94/EG."

§ 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 opgeheven.

§ 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 4/1. Krachtens artikel 5 van Richtlijn nr. 90/427/EEG van de Raad van 26 juni 1990 tot vaststelling van zoötechnische en genealogische voorschriften voor het intracommunautaire handelsverkeer in paardachtigen, gewijzigd bij Richtlijn nr. 2008/73/EG maakt en houdt de Minister, of zijn afgevaardigde van de Dienst die hij daartoe afvaardigt, een lijst bij van de instellingen die stamboeken bedoeld in artikel 3, 1°, bijhouden of aanleggen en die ter inzage van de overige lidstaten en van het publiek leggen; dit geschiedt met inachtneming van de modaliteiten die, desgevallend, bepaald worden door het permanent zoötechnisch comité ingesteld bij de Beslissing 77/505/EEG van 25 juli 1977."

§ 5. In artikel 24 van hetzelfde besluit :

1° wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

"§ 2. De verplichtingen bedoeld in artikel 23 doen evenwel geen afbreuk aan de organisatie van :

- a) wedstrijden voor paardachtigen ingeschreven in een welbepaald stamboek, teneinde een verbetering van het ras mogelijk te maken;
- b) regionale wedstrijden met het oog op de selectie van de paardachtigen;
- c) evenementen met een historisch of traditioneel karakter.

Elke wedstrijdorganisator maakt de lijst van die afwijkende wedstrijden aan het begin van elk jaar aan de coördinatie-instellingen over;"

2° er wordt een derde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. De Minister, of de leidend ambtenaar van de Dienst die hij daartoe afvaardigt, geeft de overige lidstaten en het publiek vooraf kennis van zijn bedoeling om de bepalingen van artikel 24, paragraaf 2, van dit besluit in te roepen en geeft de redenen daarvoor op."

§ 6. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 35. § 1. Voor elke wedstrijd of wedstrijdtype kan de Minister maximum 20 % van de in § 1, punt C, van artikel 24 bedoelde winsten via de coördinatie-instelling bestemmen voor de bescherming, de bevordering en de verbetering van de teelt.

§ 2. De Minister, of de leidend ambtenaar van de Dienst die hij daartoe afvaardigt, geeft de overige lidstaten en het publiek kennis van de criteria op grond waarvan die fondsen worden verdeeld."

**Art. 6.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken,  
Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN